



**Europe & défense : construire
l'Europe de la paix**

**L'Union européenne autonome et
efficace**

La défense européenne effacée entre les blocages et les armements

La question de l'Europe de la défense revient fréquemment dans le débat public. Avec une douzaine d'opérations militaires extérieures menées depuis les années 2000, l'Europe de la Défense existe certes, mais en est encore à ses balbutiements. La faute, en partie, à la faiblesse de la diplomatie européenne.

Sur trop de dossiers diplomatiques, la nécessité de réunir l'unanimité des Etats-membres pour prendre des décisions empêche l'Union européenne de prendre des mesures, y compris de simples sanctions économiques, face à des situations diplomatiques complexes.

Dans le même temps, la présidence de Donald Trump a fait prendre conscience à de nombreux États du fait que l'OTAN était en grande partie obsolète, sans pour autant que ceux-ci soient prêts à en sortir ou en demander la dissolution.

Face à cela, la France a cherché à relancer une défense européenne par son versant le plus problématique : la fabrication, la vente et l'achat d'armes. Sous son impulsion, l'Union européenne va consacrer pas loin de 600 millions d'euros d'argent public à la recherche et le développement dans le domaine de la défense. Cela est d'autant plus problématique que, dans le même temps, le gouvernement français fait obstacle à la bonne application et au renforcement des règles européennes qui visent à limiter l'exportation d'armes vers les dictatures.

Pourtant, les enjeux de diplomatie et de stabilité internationale sont particulièrement saillants. L'effacement européen est de plus en plus visible dans des régions pourtant stratégiques comme dans le Caucase, l'Europe Occidentale, la Méditerranée et le Moyen Orient. L'Union européenne pourrait jouer un rôle majeur dans la promotion de la paix et des droits fondamentaux.

Une Europe diplomate et pacificatrice

L'Europe de la défense que promeuvent les écologistes est avant tout une Europe de la Paix. Nous voulons faire de l'Union européenne la championne mondiale de la défense du multilatéralisme et des droits humains.

Plutôt que de chercher à développer l'Europe de la défense par l'octroi de subventions publiques aux fabricants d'armes, les écologistes défendent un renforcement des capacités diplomatiques de l'Union européenne, en facilitant notamment l'adoption de mesures non militaires comme les sanctions économiques ciblées, les droits de douanes, le contrôle des flux de capitaux. La diplomatie européenne doit avoir en son cœur la défense d'un multilatéralisme rénové, la défense des droits fondamentaux et de la démocratie.

Nous souhaitons toutefois renforcer la coopération militaire au niveau européen, avant un nombre plus important de missions extérieures menées par l'Union européenne (missions de maintien de la paix, application des décisions de l'ONU, missions de formation) et auxquelles contribuent les différentes armées européennes, comme ce fut le cas pour une douzaine de missions depuis les années 2000. Nous soutenons la création d'un centre de commandement militaire opérationnel de l'UE qui permettra de mener à bien ces missions.

Le renforcement de la diplomatie européenne et la coopération militaire doit permettre à l'Union européenne et à ses membres de prendre leur indépendance vis-à-vis de l'OTAN, organisation dépassée depuis de nombreuses années. Les écologistes souhaitent la dissolution de l'OTAN. Le rôle de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) qui agit pour la paix sur le continent européen, doit être renforcé.

Alors que les différents gouvernements ont promu la mise en place de subventions publiques européennes pour les marchands d'armes, nous mettrons fin à l'exportation des armes européennes vers les pays tiers qui ne respectent pas les droits fondamentaux et la démocratie.

L'Europe de la Paix passe aussi par l'aide aux pays en développement. Nous doublerons le budget européen pour l'aide au développement et mettrons en place un nouveau programme de soutien aux droits fondamentaux et à la démocratie.

Principales propositions

Une diplomatie européenne renforcée

L'avènement d'une Europe de la Paix passe par le renforcement de la diplomatie européenne. Celle-ci restera balbutiante tant qu'elle sera soumise à la règle de l'unanimité des Etats-membres. Nous soutenons l'utilisation de moyens non militaires comme les sanctions économiques comme moyen d'action internationale. À ce titre, nous défendons le passage à la majorité qualifiée haute (72 % des États membres représentant au moins 65 % de la population) pour les dispositions qui relèvent de la Politique étrangère et de sécurité commune, en commençant par les sanctions économiques.

Nous défendons aussi un renforcement du rôle du Parlement européen dans la définition de la politique extérieure de l'Union européenne. Toute intervention extérieure devra en particulier être soumise à l'approbation préalable du Parlement Européen réuni en session exceptionnelle.

Renforcer la coopération européenne en matière militaire et de prévention et résolution non-violente des conflits

Les écologistes soutiendront le renforcement de la coopération militaire au niveau de l'Union européenne, notamment en soutenant le lancement d'un plus grand nombre de missions européennes (opérations de maintien de la paix, missions de formation, etc.), dans le strict respect du droit international et du multilatéralisme. Les écologistes soutiendront aussi la création d'un commandement militaire opérationnel européen.

Nous soutenons le renforcement de la coopération en matière de prévention et résolution non-violente des conflits, notamment en lien avec l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe).

Une Europe de la paix qui oeuvre pour la désarmement nucléaire

L'arme nucléaire représente un danger pour la paix mondiale. Nous rejetons l'idéologie selon laquelle le nucléaire militaire permet de dissuader des conflits. La France signera et ratifiera le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), en vigueur depuis 2021. Avec les pays européens comme l'Irlande, l'Autriche et Malte qui ont déjà ratifié le traité, nous soutiendrons la ratification du TIAN par l'UE.

Des règles plus strictes pour l'exportation d'armes

Nous mettrons fin à l'exportation d'armes vers des pays tiers qui ne respectent pas les droits fondamentaux ou si les armes risquent d'atteindre des civils. Nous proposerons le renforcement des règles européennes en matière d'exportation d'armes, remplaçant la position commune sur les exportations d'armes par un texte juridiquement contraignant et assorti de sanctions contre les fabricants d'armes et les États en cas de non-respect.

Une politique de développement et de promotion des droits fondamentaux pour prévenir les conflits

Les écologistes défendront le renforcement de la politique de développement de l'Union européenne, en doublant son budget et en l'axant vers la lutte contre le changement climatique, la lutte contre la pauvreté et la promotion de l'égalité de genre. En parallèle de cette politique de développement, nous soutenons la création d'un programme européen pour la démocratie et les droits fondamentaux. Celui-ci visera à soutenir les organisations et les initiatives qui contribuent au renforcement des libertés fondamentales et de la démocratie en dehors de l'Union européenne, ainsi que le renforcement de nos liens diplomatiques et économiques avec les pays exemplaires en la matière.